

Brochure n° 3225

Convention collective nationale

IDCC : 1266. – **PERSONNEL
DES ENTREPRISES
DE RESTAURATION DE COLLECTIVITÉS**

AVENANT N° 40 DU 21 SEPTEMBRE 2006

RELATIF AU CAPITAL DÉCÈS

NOR : *ASET0651301M*

IDCC : 1266

PRÉAMBULE

Les parties signataires conviennent de poursuivre l'amélioration des conditions d'indemnisation de l'invalidité définitive et du décès en supprimant la condition d'ancienneté continue de 12 mois dans la branche.

Les dispositions de l'article 25 D telles que mises en place par l'avenant n° 34 sont modifiées comme suit :

Article 25 D

Capital décès

Les parties signataires ont souhaité mettre en place dans la branche de la restauration collective une indemnisation de l'invalidité définitive et du décès dont les conditions de mise en œuvre devront être négociées au sein des entreprises.

Toutefois, les parties signataires conviennent que cette indemnisation ne pourra être inférieure à 6 mois du salaire de base du salarié au moment de l'événement ayant entraîné l'invalidité ou le décès.

Le taux de cotisation pour la couverture des risques définis au premier alinéa sera réparti, au sein de chaque entreprise, à parts égales au minimum entre employeur et salarié.

Si cette garantie capital décès s'inscrit dans le cadre d'un ensemble déterminé de prestations relatives à la prévoyance, la répartition de la cotisation entre salarié et employeur relative au capital décès, telle que visée ci-dessus, s'appréciera en tenant compte des dispositions applicables au sein de chaque entreprise et relatives à la prévoyance.

Entrée en vigueur et extension

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur le jour suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Les parties signataires conviennent que les accords d'entreprise ne pourront déroger aux dispositions du présent accord. Les accords d'entreprise ne pourront que reprendre ou améliorer les présentes dispositions.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 20 juin 1983.

Fait à Paris, le 21 septembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNRC ;
SNERRS.

Syndicats de salariés :

Syndicat national CFTC, hôtellerie restauration ;
INOVA CFE-CGC.